

COP 21: le succès de l'Accord de Paris et les défis pour l'économie globale et la sécurité alimentaire

Gérard Viatte

a. Directeur de l'Agriculture à l'OCDE, a. Conseiller spécial FAO

Assises européennes de la montagne

Euromontana

3 octobre 2016

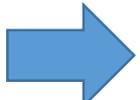
Trois messages

- **Accord de Paris** adopté par la COP21 le 12 décembre 2015. Accord **universel, ambitieux et différencié**. Un **succès** de la négociation internationale. Plusieurs aspects concernent la montagne (même si elle n'est pas mentionnée explicitement).
- De nombreux défis subsistent, notamment sur le plan économique et pour la **gestion des ressources naturelles**.
- Le processus de négociation se poursuit (**COP22**) et des **politiques et actions nationales innovantes** sont requises. D'où une nouvelle importance pour les politiques relatives à la montagne.

1. Le processus des négociations sur le climat

- Première étape : la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changements Climatiques, **Sommet de la Terre, Rio, 1992.**
- ...conférences annuelles (Protocole de Kyoto 1997, échec de Copenhague en 2009)...
- **Conférence de Lima (COP20, 2014).** Accord pour la préparation de Paris: INDC (intended nationally determined contributions, «agenda des solutions» pour le secteur privé et les ONG...)
- Engagements nationaux pris en 2014/2015 : **UE: Accord Energie Climat 2030; Accord USA / Chine** : objectifs de réduction des GES.

2. La préparation scientifique: le rapport GIEC 2015

- Dérèglement climatique causé par l'homme
 - Emissions GES les plus élevées de l'histoire
 - **Phénomènes climatiques extrêmes** depuis 1950: moins de périodes très froides, plus d'extrêmes de chaleur, plus d'évènements extrêmes de niveau de la mer..
 - Pour l'avenir, dans tous les scénarios, les températures de surface et de l'océan augmenteraient.
 - **«Risque de ruptures des systèmes alimentaires et de pertes d'existence dans les régions vulnérables»**
-  Nécessité de mesures **d'adaptation** et **d'atténuation** (réduction des émissions GES)

3. L'Accord de Paris du 12 décembre 2015

Des objectifs atteints...

- Un accord **universel**: 195 pays. Signature à New-York avril 2016. Ratifications en cours.
- Un accord **ambitieux**: «contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en-dessous de 2° par rapport aux niveaux pré-industriels»...et poursuivre l'action pour la limiter à 1.5°.
- Un accord **différencié**: **contributions des pays (NDC)** pour la réduction des émissions de GES selon leur responsabilité et capacité – et non pas selon leur catégorie politique ou économique.
- Les **NDC** avaient déjà été annoncées en 2014/2015. Mais la trajectoire correspondante reste proche de +3° !

- **Objectif à long terme:** neutralité des émissions dans la 2^{ème} moitié du siècle.
- Un accord **dynamique:** première évaluation en 2018. En 2023, «**Bilan Global**», puis tous les 5 ans, avec publication de nouvelles NDC.
- Un volet **financier:** atteindre puis dépasser l'objectif de 100 mrds USD par an pour les PED (fonds publics et privés) – possibilité contributions volontaires de certains PED. A partir de 2020. Révision à la hausse en 2025.
- un accord «**juridiquement contraignant**»
- Un «**agenda des solutions**» pour 12 secteurs (agriculture, forêts, transports, villes...)

L'Accord de Paris et le **développement durable**

- Pour certains, *«le climat cache la forêt»*, à savoir les autres dimensions du développement durable ...
- mais le Préambule reconnaît tous les éléments du DD.
- **Complémentarité:**
 - avec les 17 **Objectifs de Développement Durable (ODD)** adoptés par les Nations Unies le 25 septembre 2015 (1. Eliminer la pauvreté, 2. Eliminer la faim....)
 - et avec les **autres Conventions environnementales** (Diversité biologique 1992, Lutte contre la désertification 1994...).
 - L'Accord de Paris participe à la recherche de solutions «inclusives».

4. Les raisons du **succès** de la COP21

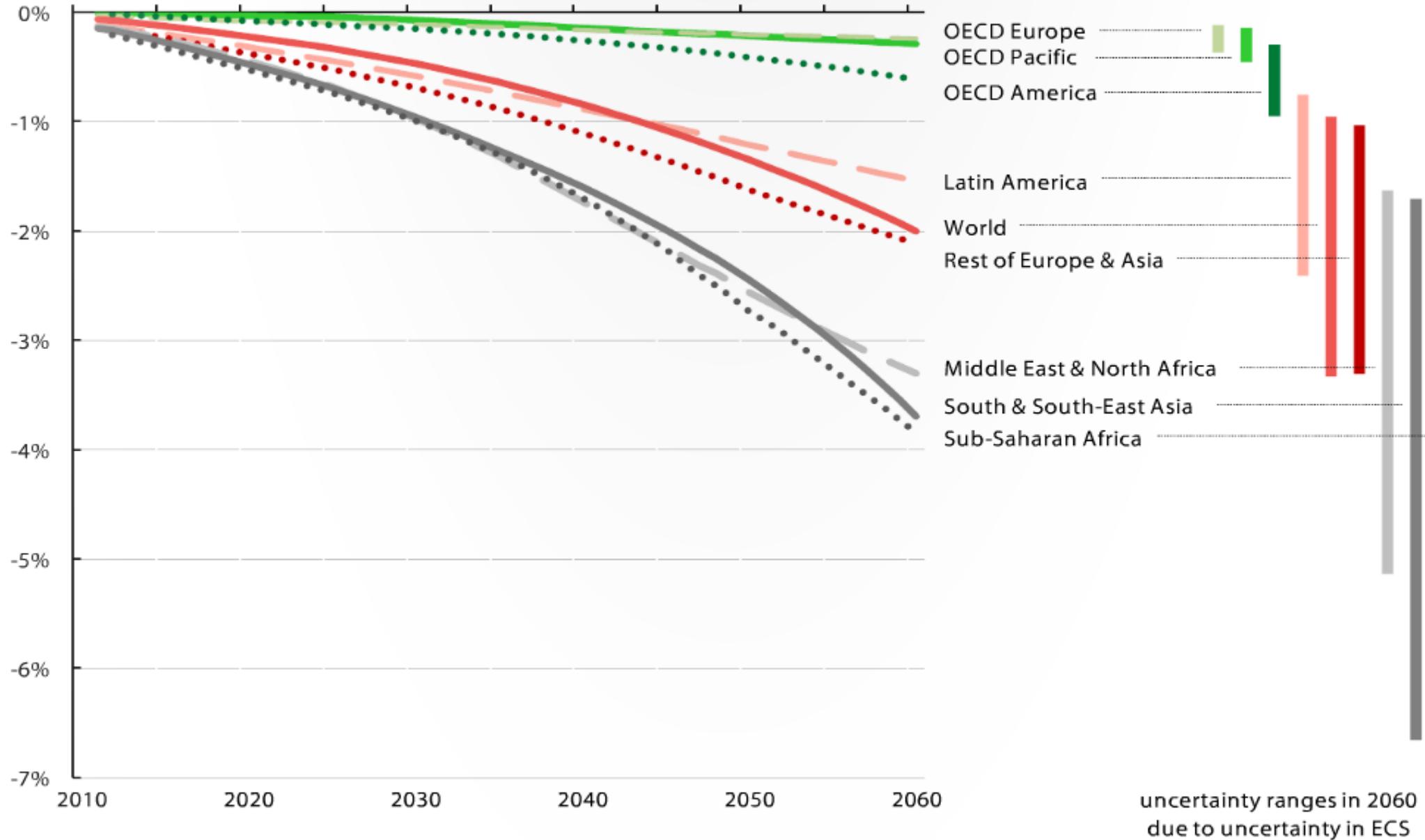
- Une analyse scientifique très solide (**GIEC**)
- Une bonne base établie à la COP20 Lima et des engagements politiques forts des principaux pays avant la COP21.
- Une participation active de la **société civile** (ONG, industrie, régions et villes....360 organisations, espaces expos).
- Un soutien populaire sans précédent pour une négociation internationale. Une couverture médiatique constructive.
- Un engagement exceptionnel de la **Présidence française** à tous les niveaux, pour la préparation et la négociation. Mobilisation des Chefs d'Etat.
- Le cadre institutionnel et logistique des Nations Unies

♦ ***MAIS LES DEFIS SUBSISTENT....***

5. L'incidence économique du changement climatique

- La poursuite de la tendance actuelle aurait des conséquences économiques très négatives.
- **Modélisation OCDE:** *[The Economic consequences of climate change, 2015]*
 - **impact sur PNB annuel de – 1.0% à -3.3% d'ici à 2060 surtout en Afrique et en Asie**
 - l'Europe est la région la moins affectée
 - bénéfices supérieurs aux coûts seulement en Russie et au Canada
 - principaux facteurs: **impact sur les rendements agricoles (-0.8% de PNB par an)**; baisse de la productivité du travail (-0.9% PNB par an)
 - impacts négatifs non linéaires, mais cumulatifs dans le temps

Figure 2. **Global and regional changes in GDP from selected climate change impacts, central projection**
 (Percentage change in regional GDP)



6. Sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles

- Malgré les progrès, **l'insécurité alimentaire** reste un problème économique et géopolitique majeur.
- En l'absence de mesures nouvelles, 650 millions souffriront encore de la faim en 2030 (contre 800 millions en 2015) – majorité dans les zones rurales défavorisées [FAO].
- **Aggravation dans les montagnes:**
 - insécurité alimentaire a augmenté de 30% de 2000 à 2012 .
 - Elle frappe 1 personne sur 3,
 - et même 1 personne sur 2 dans les zones de montagnes rurales [FAO, Mountain Partnership 2015].

Mapping the vulnerability of mountain peoples to food insecurity

A geographic and demographic picture of the world's mountain areas assessing the vulnerability to food insecurity of mountain dwellers in developing countries.



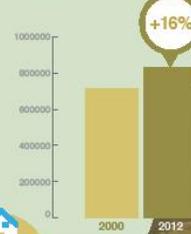
1 in 3

mountain people in developing countries is facing hunger and malnutrition.

Since 2000 the number of people vulnerable to food insecurity in the mountains has **increased**.



Total mountain population in developing countries

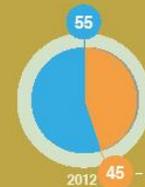


Total mountain population (%)



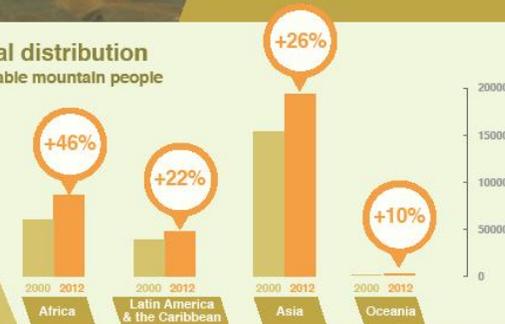
The number of people vulnerable to food insecurity in the mountains has risen at a higher rate than population growth in the same regions.

Rural (%) mountain population



Almost half of the people who live in rural mountain areas are vulnerable to hunger.

Regional distribution of vulnerable mountain people



These results are a clear call to action for policy makers and resource partners. Mountain peoples can no longer be neglected. Investments, specific policies, capacity-building programmes and more research are needed to lift mountain peoples out of hunger and poverty.

fao.org/forestry/watershedmanagementandmountains



Food and Agriculture Organization of the United Nations



© FAO, 2015
BC2848/172.15

La sécurité alimentaire: une priorité de l'Accord de Paris

- **GIEC**: XXI^e siècle: importante insécurité alimentaire (dans ses 4 dimensions: disponibilité, accès, stabilité, qualité).
- Dans son Préambule, **l'Accord de Paris** reconnaît «la priorité fondamentale à protéger la sécurité alimentaire et à venir à bout de la faim» et stipule dans l'article 2 que les actions sur le climat doivent être menées **«de telle façon que la production alimentaire ne soit pas menacée»**. *[une des seules références sectorielles de l'Accord !]*

Au centre de la problématique: les relations

- eau/terre/agriculture («Agro-écologie»)

-et agriculture/ développement rural

- Exemple d'action: «initiative 4/1000» lancée par la France (plus de 150 partenaires): Une augmentation de 4/1000 par an du stock carbone dans les sols permettrait

-- d'arrêter la croissance du CO2 dans l'atmosphère: **les terres représentent 40% du potentiel d'atténuation à l'horizon 2030.**

-- ainsi que la dégradation des sols

-- et d'améliorer la capacité de nourrir 9.5 milliards personnes en 2050.

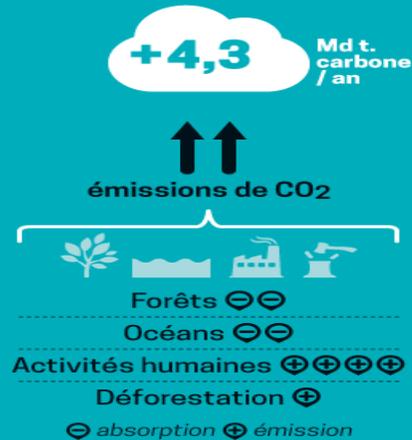
- Moyens: développer des pratiques agricoles adaptées (sans labour, agroforesterie, herbages...) . Exemple: Portugal: restauration des prairies dégradées (+1 mio t. stockage carbone depuis 2009). Aussi effet positif de **substitution** par bois et végétaux.

- Approche très pertinente pour la **montagne** – prairies, pâturages et forêts.

LE 4 POUR 1000

LA SÉQUESTRATION DU CARBONE DANS LES SOLS POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE CLIMAT

La quantité de carbone contenue dans l'**atmosphère** augmente chaque année de **4,3 milliards de tonnes**



Les **sols** du monde contiennent sous forme de matières organiques **1 500 milliards de tonnes** de carbone



Si on augmente de 4‰ (0,4%) par an la quantité de carbone contenue dans les sols, on stoppe l'augmentation annuelle de CO₂ dans l'atmosphère, en grande partie responsable de l'effet de serre et du changement climatique



COMMENT STOCKER PLUS DE CARBONE DANS LES SOLS ?

Plus on couvre les sols, plus les sols sont riches en matière organique, et donc en carbone. Jusqu'à présent, la lutte contre le réchauffement climatique s'est beaucoup focalisée sur protection et la restauration des forêts. En dehors des forêts, il faut favoriser le couvert végétal sous toutes ses formes.

Ne pas laisser un sol nu et moins travailler le sol ; ex. : les techniques sans labour

Introduire davantage de cultures intermédiaires, intercalaires et de bandes enherbées

Développer les haies en bordure des parcelles agricoles et l'agroforesterie

Optimiser la gestion des prairies, par exemple allonger la durée de pâturage

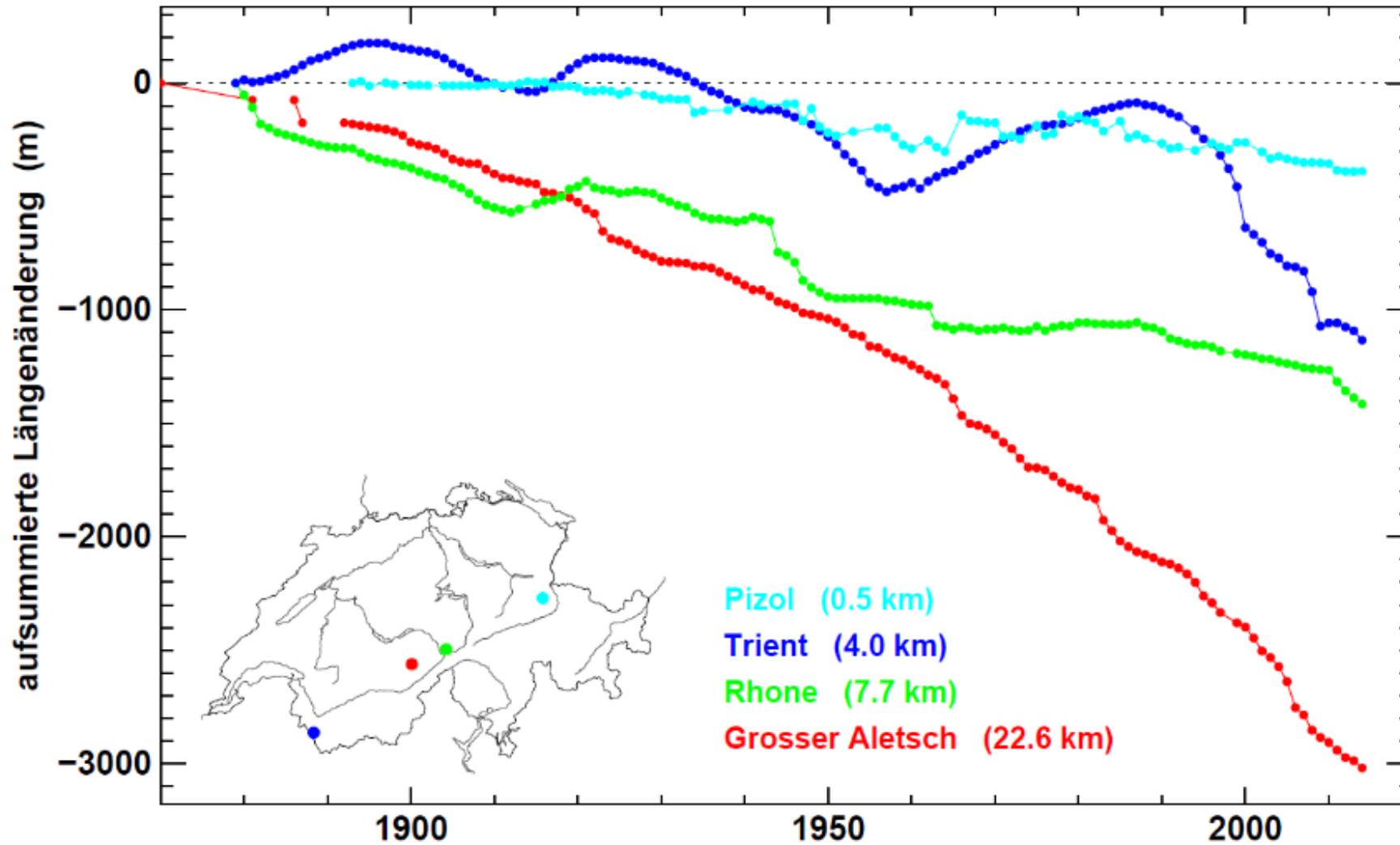
Restaurer les terres dégradées, par ex. les zones arides et semi arides du globe

« Cette initiative internationale permet de concilier les objectifs de **sécurité alimentaire** et de **lutte contre le changement climatique**, et donc d'engager dans la COP21 l'ensemble des pays concernés. »

Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

La gestion de l'eau

- Au plan mondial, 80% de l'eau est utilisée pour l'agriculture.
- Selon Rapport GIEC, la question de l'eau pour l'agriculture est l'un des 3 problèmes clés pour **l'Europe**, avec la canicule et les inondations.
- Augmentation de la demande en irrigation, croissance de l'évapotranspiration et des besoins des plantes, baisse de la teneur en eau des sols, fonte des glaciers [*graphique Suisse*]..
- **A la fois, développer l'irrigation et améliorer la gestion du pluvial.**
- **Les politiques de l'eau** doivent plus tenir compte des relations avec la sécurité alimentaire et le changement climatique.



Source : GLAMOS 2015

Fig. 1 : Variation de longueur cumulée (m) des glaciers depuis 1880

Améliorer la gestion des ressources naturelles..

- ...nécessite une approche holistique (eau, terre, biodiversité...)
- ...appelle des solutions fondées sur la nature, **utilisant la capacité de résilience des écosystèmes**
- ...requiert notamment le maintien des milieux naturels en bon état de conservation pour lutter contre le changement climatique et les risques naturels. Exemple: zones humides *[UICN France]*
- ...est essentiel **pour la montagne**, non seulement pour l'agriculture mais pour toutes les activités économiques de la montagne (tourisme) et le maintien de la population.

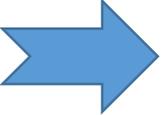
7. COP22 (Marrakech 7-18 novembre 2016)

- Préparatifs sous présidence marocaine (préCOP 18-19 octobre).
- Suivi de l'Accord de Paris. Conditions de son entrée en vigueur: ratification par 55 pays (OK) représentant 55% des émissions GES (presque OK).
- Priorités COP22 : financement, adaptation, transfert de technologies, formation, gestion du risque...Objectif: **actions concrètes**.
- Accent sur le développement du Sud: adaptation grâce à des modèles de développement axés sur **sécurité alimentaire, lutte contre la dégradation des sols, gestion de l'eau** (expertise du Maroc), énergie.
- Initiative du Maroc: «Triple A»: **«Adaptation de l'Agriculture en Afrique»**.

8. Des politiques et actions nationales innovantes

Le succès du processus dépend surtout de politiques et actions **nationales**, notamment pour la montagne, qui soient:

- **cohérentes**: politiques économique, sociale, environnementale (DD)
- **participatives**: implications de tous les acteurs privés et publics (PPP)
- liées à la dimension **territoriale**
- articulées avec une évolution du **cadre institutionnel et décisionnel**
- basées sur la **recherche scientifique multidisciplinaire**
- **innovantes**: exemple: **paiements pour les services écosystémiques (PSE)** [Conférence Euromontana «Bonus montagne» Arantzazu 2009]

 **Nouvelle importance pour les politiques et actions relatives à la montagne, donc pour Euromontana: pertinence de ces Assises 2016.**